

# Rapport sur les produits de base et le développement 2017

Marchés des produits de base,  
croissance économique et développement

APERÇU GÉNÉRAL



CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

# Rapport sur les produits de base et le développement 2017

**Marchés des produits de base,  
croissance économique et développement**

APERÇU GÉNÉRAL



NATIONS UNIES



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

Copyright © 2017, Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Tous droits réservés

*Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans le présent document n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de leurs fonctionnaires ou de leurs États Membres.*

*Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*

*La présente publication a été revue par un service d'édition externe.*

UNCTAD/SUC/2017/1 (Overview)

---

## REMERCIEMENTS

Le *Rapport 2017 sur les produits de base et le développement* est une publication conjointe de la CNUCED et de la FAO. L'équipe de la CNUCED était dirigée par Samuel K. Gayi, Chef du Groupe spécial sur les produits de base, qui a pris sa retraite en juin 2017, et par Janvier D. Nkurunziza, Chef de la Section de la recherche et de l'analyse sur les produits de base. L'équipe du Groupe spécial sur les produits de base qui a contribué à l'élaboration du rapport était composée de : Taro Boel, Rodrigo Carcamo, Milaso Chérel-Robson, Stefan Csordas, Mario Jales, Alexandra Laurent, Romain Perez et Kris Terauds.

L'équipe de la FAO était dirigée par Boubaker Ben-Belhassen, Directeur de la Division du commerce et des marchés, et par George Rapsomanikis, économiste principal au sein de cette même Division. L'équipe de la FAO qui a contribué à l'élaboration du rapport était composée de : Katherine Baldwin, Friederike Greb, Emily Carroll et Clarissa Roncato Baldin.

La FAO et la CNUCED tiennent à remercier les chercheurs et experts extérieurs ci-après, qui ont contribué aux travaux en rédigeant des documents de fond et en fournissant des éléments techniques : Marijke Kuiper, Hans van Meijl, Lindsay Shutes, Andrej Tabeau et Monika Verma (Wageningen Economic Research), Eduardo Bianchi et Carolina Szpak (Instituto Universitario Escuela Argentina de Negocios), David Hallam (ancien Directeur de la Division du commerce et des marchés de la FAO), Gustavo Filipe Canle Ferreira (Ministère de l'agriculture des États-Unis, Service de la recherche économique), Jeffrey Vitale (Department of Agricultural Economics, Oklahoma State University), Juan Pablo Canle Ferreira (Canle, Gonçalves & Grilo LDA), Marcella Vigneri (Centre of Excellence for Development Impact and Learning, London School of Hygiene and Tropical Medicine), Khan Murshid et Mohammad Yunus (Bangladesh Institute of Development Studies), Pablo Antonio Garcia Fuentes (Midwestern State University) et Shashi Kolavalli (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). Des observations intéressantes ont été formulées et des contributions utiles ont été apportées par Adriana Herrera (Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation du Mexique) et Christopher Gilbert (SAIS Bologna Center, Johns Hopkins University).

---

La structure du rapport a été élaborée lors d'une réunion d'examen collégial qui s'est tenue les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2016 et qui était organisée conjointement par la CNUCED et la FAO. Outre les membres du personnel du Groupe spécial sur les produits de base de la CNUCED, les experts extérieurs suivants ont participé à la réunion : Eduardo Bianchi, Christopher Gilbert, Gustavo Ferreira, Marijke Kuiper, George Rapsomanikis, Clarissa Roncato Baldin, Marcella Vigneri et Jeffrey Vitale. Patrick Osakwe a participé au nom de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED. Les discussions se sont appuyées sur des exposés concernant trois documents thématiques et 10 études de cas. Des observations écrites internes ont été reçues et examinées à l'occasion de la réunion d'examen collégial qui s'est tenue le 14 juillet 2017. Trois divisions de la CNUCED ont formulé des observations par l'intermédiaire de Bruno Casella (Division de l'investissement et des entreprises), de Pilar Fajarnes-Garces (Division de la technologie et de la logistique) et de Jörg Mayer (Division de la mondialisation et des stratégies de développement).

Danièle Boglio et Catherine Katongola-Lindelof ont assuré les services de secrétariat. La couverture a été conçue par Magali Studer, et le texte a été édité par Praveen Bhalla.

---

## APERÇU GÉNÉRAL

La majorité des pays en développement sont tributaires des produits de base. Les pays en développement qui dépendent des exportations de produits de base tirent le plus gros de leurs recettes d'exportation de produits primaires tels que les minéraux, les minerais, les métaux, les combustibles, les matières premières agricoles et les denrées alimentaires. Les pays dont le ratio des importations de produits de base sur les importations totales de marchandises est élevé sont, pour leur part, tributaires des importations de produits de base. Ces deux formes de dépendance à l'égard des produits de base peuvent avoir des effets préjudiciables et compromettre toutes les dimensions du développement durable. La plupart des pays en développement qui dépendent des exportations et/ou des importations de produits de base affichent un faible degré de développement humain.

La dépendance à l'égard des produits de base se répercute sur le développement humain à travers une multitude de canaux directs et indirects qui relie la situation sur les marchés mondiaux des produits de base à la situation économique et sociale et au développement humain des pays. Il est important de comprendre ces liens et la manière dont ils agissent sur les objectifs de développement à court, à moyen et à long terme si l'on veut éclairer l'élaboration des politiques. Le présent rapport sur les produits de base et le développement, préparé conjointement par la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a pour but de faciliter la compréhension des liens entre les marchés de produits de base et les résultats du point de vue du développement, en mettant en lumière certains des relais par lesquels les cours de ces produits influent sur la situation économique des pays.

Pour informer les décideurs des effets à long terme des cours des produits de base sur les indicateurs socioéconomiques, un modèle de simulation a été utilisé afin de réaliser des projections de l'évolution de l'économie mondiale et des cours des produits de base à l'horizon 2030. Le rapport présente un certain nombre d'enseignements tirés des analyses effectuées et propose des mesures à prendre pour faire face à la dépendance à l'égard des produits de base et aux effets de cette dépendance sur le développement socioéconomique. Ces effets sont illustrés par plusieurs études de cas nationales relatives aux produits de base.

## DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET DÉVELOPPEMENT

Les voies de transmission de la dépendance à l'égard des produits de base peuvent être classées en trois catégories selon la nature de leur impact sur l'économie des pays. Premièrement, certains effets découlent des termes de l'échange. Deuxièmement, la dépendance à l'égard des produits de base pose des difficultés sur le plan des politiques budgétaires et monétaires. Troisièmement, l'évolution des marchés internationaux des produits de base peut peser sur les consommateurs et les producteurs au niveau micro.

Les termes de l'échange des pays en développement tributaires des produits de base sont étroitement liés aux cours de ces produits. Ainsi, une chute soudaine des cours provoque généralement une dégradation brutale des termes de l'échange, laquelle se traduit par un choc de production qui compromet les perspectives de croissance. Même s'il n'y a pas de choc important, l'instabilité des cours des produits de base nuit à la croissance des pays en développement tributaires de ces produits. Comme la croissance est indispensable à l'élimination de la pauvreté, il existe un lien entre les mouvements de prix sur les marchés mondiaux des produits de base et le développement humain. Autrement dit, ces mouvements de prix provoquent, par le truchement des termes de l'échange, tout un éventail d'effets directs et indirects à court et à long terme, de nature économique et non économique, sur le développement humain.

La dépendance à l'égard des produits de base peut également être une source de problèmes sur les plans budgétaire et monétaire. De fortes fluctuations des flux de capitaux, telles que celles induites par l'instabilité des cours des produits de base, perturbent l'économie et pèsent sur la balance des paiements. Dans les pays en développement tributaires des produits de base, les recettes de l'État sont également étroitement liées aux cours de ces produits. Si ces cours sont plus bas que prévus, l'équilibre budgétaire peut être compromis et la marge d'action des autorités réduite, provoquant une diminution des dépenses publiques consacrées aux infrastructures essentielles et aux programmes sociaux et, en fin de compte, entravant le développement économique national et les efforts déployés par les gouvernements pour faire reculer la pauvreté. Les pays en développement tributaires des produits de base font également face au risque que constitue l'inflation importée. Dans les pays importateurs nets de denrées alimentaires en particulier, la flambée des prix de ces denrées peut affaiblir les revenus réels et donc accroître la

---

pauvreté, comme on a pu le voir dans différents pays pendant les crises financière et alimentaire mondiales de 2007 et de 2008. De plus, l'effondrement des cours des produits de base peut compromettre la viabilité de l'endettement des pays en développement dont les finances publiques dépendent dans une large mesure des recettes d'exportation de ces produits. Enfin, les variations des cours peuvent également peser sur les taux de change des pays en développement tributaires des produits de base et avoir des répercussions négatives sur la croissance de la productivité à long terme, l'inflation et les réserves de change.

Les chocs sur les prix et l'instabilité des cours des produits de base ont des incidences directes sur les moyens de subsistance des ménages pauvres des pays en développement, que ces pays dépendent de l'exportation ou de l'importation des produits de base. Les chocs des prix des denrées alimentaires peuvent avoir des répercussions négatives graves sur les pays en développement qui sont dotés d'un grand secteur agricole et où l'alimentation constitue une part importante des dépenses de consommation, tant au niveau macroéconomique qu'au niveau des ménages. En particulier, les producteurs de produits de base tels que les agriculteurs, qui souvent exploitent de petites surfaces, rencontrent des difficultés considérables lorsque les prix chutent. Dans bien des cas, les restrictions d'accès au crédit et le manque d'épargne accentuent les difficultés financières des producteurs. Ainsi, une baisse des cours des produits de base peut directement augmenter la pauvreté ou indirectement nuire au développement humain en empêchant les pays d'engager des dépenses dans les domaines de la santé ou de l'éducation. Les variations des cours des produits de base peuvent également influencer sur le pouvoir d'achat des consommateurs. À cet égard, il convient d'établir une distinction entre les vendeurs nets de denrées alimentaires, qui tirent avantage de la hausse des prix des produits alimentaires, et les acheteurs nets de denrées alimentaires, qui voient leur pouvoir d'achat diminuer. Les prix des combustibles sont également liés à la pauvreté dans les pays en développement, étant donné que les combustibles sont utilisés pour produire un vaste éventail de marchandises et de services dont les prix augmentent selon la hausse des prix de ces intrants. Enfin, la hausse des prix des denrées alimentaires peut menacer la sécurité alimentaire des pays en développement dépendant des importations de produits de base. La malnutrition et la faim chronique peuvent avoir de graves incidences à long terme sur la santé et affaiblir le capital humain. La dépendance à l'égard des produits de base est donc associée à une multitude d'effets potentiels sur les entreprises et les ménages, qui peuvent influencer à court et à long terme sur le développement économique et le développement humain.

## **ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE : SIMULATION DES TENDANCES À LONG TERME ET DES EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES**

L'envolée récente des cours des produits de base (2003-2011) a été une aubaine pour de nombreux pays en développement tributaires de ces produits qui ont vu grimper leurs recettes d'exportation et, de manière générale, leur taux de croissance économique. Lorsque l'envolée a pris fin, ces pays ont pu constater une nouvelle fois que, même si les produits de base affichent des cours élevés pendant quelques années, l'évolution à long terme de leurs termes de l'échange ne s'en trouve pas modifiée, comme l'affirme la thèse de Prebisch-Singer ; c'est-à-dire que leurs termes de l'échange ont tendance à se dégrader à long terme en raison du déclin séculaire des cours des produits de base par rapport aux prix des articles manufacturés.

Le Chapitre II du rapport présente les résultats d'un exercice de simulation fondé sur un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), qui montre les effets probables des variations des cours des produits de base sur le revenu par habitant dans différentes régions, sur les prix des facteurs de production (terre, main-d'œuvre non qualifiée, main-d'œuvre qualifiée et capital) et sur les dépenses des ménages d'ici à 2030. Il ressort de cet exercice que, dans l'ensemble, les prix de l'alimentation primaire demeureraient pour l'essentiel les mêmes qu'en 2010 et que les cours des produits de base non alimentaires augmenteraient de 11 %. Avec une hausse de 50 %, c'est le pétrole brut qui affichera la hausse la plus forte, en raison, principalement, de la croissance démographique et économique. Globalement, la part des produits de base non alimentaires, des articles manufacturés et des services dans la consommation mondiale atteindrait 91 % en 2030, contre 87 % en 2010.

À l'échelle régionale, différentes trajectoires se dessinent. C'est ainsi qu'en Afrique, on estime que les prix des denrées alimentaires baisseront considérablement du fait de la croissance de la production due à l'expansion des surfaces cultivées et à leur utilisation plus intensive, tandis que les prix des aliments transformés augmenteront. En Asie du Sud, la forte croissance de la demande devrait faire augmenter les prix des denrées alimentaires en dépit des gains de productivité. On s'attend à ce que le scénario soit similaire en Asie de l'Est, principalement en raison de la pression exercée par la demande de la Chine. En Amérique du Nord, les prix des denrées alimentaires et des aliments transformés pourraient

---

être tirés par la croissance économique et augmenter. Globalement, l'évolution des cours des produits de base aux niveaux régional et national est tirée par les fondamentaux du marché. Ainsi, dans les régions où la demande augmente plus vite que la productivité, les projections prévoient généralement une hausse des prix. Les simulations montrent pourquoi il est important de comprendre les variations dans la répartition des ressources, entre les pays et au sein des pays, au moment d'évaluer l'impact des fluctuations des prix à long terme sur les résultats en matière de développement. En ce qui concerne la politique de développement, les résultats montrent que, outre la diversification économique pour s'affranchir de la dépendance à l'égard du secteur des produits de base, des investissements ciblés dans certains facteurs de production, notamment le capital humain, peuvent procurer des bienfaits substantiels pendant les quinze années à venir. La simulation enrichit les connaissances dont on dispose sur l'évolution attendue des cours des produits de base d'ici à 2030, en fournissant des informations qui pourraient être utiles à la planification et à l'évaluation des politiques et des mesures mises en place dans les pays en développement tributaires des produits de base pour réaliser les objectifs de développement durable.

## ÉTUDES DE CAS

Le Chapitre III du rapport comporte une série d'études de cas axées sur les choix stratégiques faits par différents pays en développement tributaires des produits de base. Ces études montrent combien le secteur des produits de base et les politiques adoptées par ces pays ont (ou non) contribué à une croissance économique équitable et à la réduction de la pauvreté et des inégalités au cours des dernières décennies. Elles soulignent les différentes trajectoires de développement suivies par certains pays en développement tributaires des produits de base et montrent les types d'interventions que leurs gouvernements devraient mener pour que la dépendance à l'égard des produits de base se traduise par un développement économique et humain.

Le Costa Rica compte parmi les pays qui ont su transformer et diversifier leur économie en s'appuyant presque exclusivement sur l'exportation de produits primaires. Pendant les années 1950, le café et les bananes représentaient l'essentiel des recettes d'exportation de ce pays, et la majorité de la main-d'œuvre était employée dans l'agriculture. En conséquence, le Costa Rica a connu une série de problèmes découlant de l'instabilité des cours des produits de base, notamment une dette extérieure élevée due à une baisse inattendue des prix du

---

café. Le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour stimuler la diversification de l'économie. Il a notamment pris des mesures d'incitation financière afin d'encourager les exportations de produits agricoles non traditionnels tels que les ananas, dont le Costa Rica est maintenant l'un des plus gros exportateurs au monde. La création de zones industrielles travaillant pour l'exportation a attiré les flux d'investissements étrangers directs (IED) dans l'industrie manufacturière et les industries de haute technologie. La croissance du secteur des services, notamment la création d'un secteur touristique dynamique, a également contribué à la diversification de l'économie. Grâce à ces stratégies de diversification horizontale et verticale, le Costa Rica a pu réduire la pauvreté de manière considérable.

L'étude de cas portant sur le secteur du soja au Brésil et en Argentine montre comment les politiques déterminent la manière dont l'évolution des marchés mondiaux des produits de base se répercute sur l'économie nationale. Dans les deux pays, le secteur du soja a contribué à la réduction de la pauvreté lorsque les prix étaient élevés, en créant de la croissance, des recettes fiscales et des emplois. De plus, il a permis d'établir des relations en aval et en amont, et d'ouvrir la voie à des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services ; grâce à la mise en place de mécanismes de protection sociale, telle l'initiative Bolsa Família au Brésil, la croissance a pu profiter à un grand nombre de personnes. Pourtant, les deux pays ont suivi des approches différentes pour taxer et réglementer leur secteur du soja. En Argentine, l'application prolongée de taxes à l'exportation, les restrictions à l'exportation et un taux de change surévalué, conjugués à des coûts de production en hausse, ont rendu la culture du soja de moins en moins rentable et réduit l'incitation des producteurs de poursuivre leurs activités dans cette branche (même s'il convient de noter que le secteur s'est redressé après la révision de certaines mesures restrictives pour le commerce). Au Brésil, le secteur du soja, qui n'a pas adopté ces mêmes mesures restrictives, n'a pas été aussi touché qu'en Argentine. L'expérience de ces pays montre que les choix stratégiques sont un facteur déterminant pour la viabilité et la résilience d'un secteur de produits de base.

L'étude de cas consacrée au secteur du diamant du Botswana et de la Sierra Leone illustre également combien il est important d'adopter les bons cadres de politique générale pour favoriser le développement d'un secteur de produits de base. Si les diamants ont peu contribué au développement économique et humain de la Sierra Leone, ils ont permis au Botswana, qui était au départ un pays à faible revenu, de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur en l'espace de trente ans. Des politiques macroéconomiques et budgétaires favorables prévoyant

---

notamment des dépenses anticycliques et la limitation du ratio dépenses publiques sur PIB, ont contribué à la prospérité de l'économie botswanaise. De plus, grâce aux mesures prises pour stimuler l'industrie du polissage et de la taille des diamants, le secteur a pu s'élever progressivement dans la chaîne de valeurs et se diversifier. En revanche, la Sierra Leone n'est pas encore parvenue à créer les institutions qui pourraient lui permettre de suivre l'exemple du Botswana. Elle est encore très dépendante des recettes instables tirées de l'exportation de quelques produits non transformés. En comparant les expériences de ces deux pays, on peut voir combien la qualité et la solidité des institutions est essentielle au développement des pays en développement tributaires des produits de base.

L'étude du secteur ghanéen du cacao donne des indications précieuses sur la manière dont un secteur de produits de base peut contribuer de manière sensible à la réduction de la pauvreté, et souligne l'importance des politiques et des réformes à cet égard. Avant les années 1980, le secteur du cacao était réglementée d'une manière très centralisée par un organisme géré par le Gouvernement qui était notamment chargé de fixer les prix payés aux producteurs. En conséquence, les décisions prises par les agriculteurs en matière d'investissement et de production n'avaient pas de lien avec l'évolution du marché mondial du cacao. Pendant les périodes où les prix étaient bas, l'économie et les finances publiques ont subi plusieurs chocs négatifs, et pendant les périodes où ils étaient élevés, le prix versé aux producteurs était relativement faible. Dans le cadre des réformes des années 1980, un lien très étroit a été établi entre les prix intérieurs et les prix internationaux et les producteurs ont pu toucher une part plus élevée des prix mondiaux et prendre leurs décisions sur la base des signaux du marché. Ainsi, le secteur du cacao a beaucoup contribué à la réduction de la pauvreté au Ghana et a créé des emplois et des perspectives de revenu pour 800 000 ménages, dont la plupart sont de petits exploitants.

Le secteur du coton du Burkina Faso est un excellent exemple de la manière dont on peut améliorer l'efficacité et la compétitivité d'un secteur de produits de base en engageant des réformes. Au milieu des années 1990, dans un premier train de réformes, le Gouvernement a renoncé à contrôler l'intégralité du secteur et a transféré une partie de ses droits de propriété au secteur privé et à l'Union nationale des producteurs de coton. Dans le cadre de la deuxième réforme, il a donné aux producteurs davantage de pouvoir en matière de négociation des prix à l'échelle nationale. Ces réformes ont permis aux producteurs de percevoir une part plus importante du prix international et les ont encouragés à investir ainsi qu'à développer et moderniser le système de production.

---

L'expérience du Bangladesh et de son secteur rizicole montre combien les politiques visant à moderniser et à renforcer un secteur de produits de base clef peuvent favoriser le développement économique et social. Étant donné que le riz est le premier aliment de base du pays et qu'il est principalement cultivé par des petits agriculteurs, le Gouvernement a fait de l'amélioration de la productivité et de la qualité de la production une priorité. L'investissement dans les technologies et l'infrastructure et les réformes visant à améliorer la compétitivité du secteur ont contribué à stimuler l'emploi, le revenu des petits agriculteurs, la sécurité alimentaire et le développement rural. En outre, la hausse de la productivité du secteur du riz a aidé à contenir l'inflation et le niveau des salaires – un avantage comparatif qui a permis à l'économie de se diversifier au-delà de l'agriculture et qui a réduit la dépendance du Bangladesh à l'égard du secteur rizicole.

Le cas du sorgho au Mali montre combien il est important d'adopter une perspective large lors de la planification des interventions dans un secteur de produits de base. Le Gouvernement a subventionné l'importation de denrées alimentaires telles que le riz et le maïs afin de protéger les consommateurs des zones urbaines contre une augmentation des prix des produits alimentaires. Toutefois, la concurrence de produits bon marché importés a été défavorable au sorgho, l'un des produits essentiels de l'alimentation de la population rurale, perturbant le fonctionnement des mesures destinées à encourager les investissements dans le secteur et à le moderniser et creusant ainsi les écarts de revenu entre les populations rurales et les populations urbaines.

L'étude de cas relative à l'interdiction des exportations de nickel en Indonésie souligne les risques présentés par les interventions de politique commerciale qui visent à atteindre des objectifs de politique industrielle. En 2014, l'Indonésie a interdit l'exportation de minerai de nickel et de bauxite afin de stimuler les capacités de transformation locale et de ralentir l'extraction de ressources. (Depuis, elle est partiellement revenue sur cette interdiction.) Si cette politique a donné certains bons résultats en permettant la création de quelques fonderies de nickel, elle a fait considérablement baisser les recettes d'exportation et les recettes publiques. De plus, face à l'interdiction d'exporter, les importateurs de minerai de bauxite se sont détournés de l'Indonésie au profit d'autres producteurs disposés à les servir sur le marché international.

Une autre étude de cas porte sur les efforts déployés par le Nigéria pour accroître la part en contenu local de son secteur pétrolier et gazier. En 2010, le Nigéria a adopté une loi sur la part en contenu local selon laquelle une préférence devait

---

être accordée aux exploitants nigériens indépendants s'agissant de l'octroi des permis d'exploitation de pétrole et de programmes de recrutement et de formation. Cette loi a entraîné une hausse des investissements dans l'exploitation nationale de gaz et de pétrole et une croissance considérable de la fourniture des services pétroliers par les autochtones. Néanmoins, pour ce qui est de la création d'emplois et des effets socioéconomiques globaux, ces mesures n'ont pas pleinement tenu leurs promesses. L'étude de cas montre qu'un cadre macroéconomique, budgétaire et institutionnel solide garantirait probablement au Nigéria des progrès socioéconomiques plus importants qu'une intervention stratégique isolée.

L'étude de cas relative à la Zambie souligne combien la croissance équitable est importante pour le développement socioéconomique. Le secteur du cuivre, qui représentait en 2011 72,5 % des recettes d'exportation de marchandises de la Zambie, est le premier secteur économique du pays. Pendant l'envolée des cours des produits de base dans les années 2000, la hausse des recettes d'exportation a contribué à faire augmenter le taux de croissance du PIB et à améliorer les indicateurs macroéconomiques. Pourtant, pendant cette période, la réduction de la pauvreté et des inégalités n'a guère progressé. Le taux de pauvreté a grimpé de 49,4 % en 2002 à 64,4 % en 2010 malgré la forte croissance du PIB. De plus, les inégalités se sont creusées entre 2003 et 2011. L'expérience zambienne montre donc que la croissance est nécessaire mais pas suffisante à l'élimination de la pauvreté, qui passe par la mise en place de mécanismes visant à rendre la croissance équitable.

Le principal message contenu dans le présent rapport est le suivant : bien que les pays en développement tributaires des produits de base aient bénéficié de recettes d'exportation élevées pendant des périodes de hausses de prix relativement courtes, la dépendance à l'égard des produits de base a généralement eu des incidences négatives sur leur développement socioéconomique. À moins que ces pays ne transforment profondément leur structure, leur développement continuera très probablement à rencontrer des obstacles, étant donné que les cours des produits de base ne devraient augmenter que faiblement au cours des quinze prochaines années. Les pays en développement tributaires de ces produits auront donc probablement besoin d'agir davantage en amont pour stimuler leur transformation structurelle afin de réduire leur dépendance excessive. Les processus de transformation structurelle devront s'appuyer sur des politiques économiques, budgétaires, sectorielles et sociales de grande envergure, compatibles avec les objectifs de développement globaux, et ils devront tenir compte des circuits par

lesquels l'instabilité des cours des produits de base pèse sur l'économie des pays. Pour coordonner ces politiques, les pays devront améliorer les systèmes de gouvernance sur lesquels s'appuie le processus de transformation. Les études de cas figurant dans le présent rapport montrent que pour que ce processus soit fructueux, les pays en développement tributaires des produits de base devront non seulement adopter des approches différentes, mais également disposer d'une marge d'action plus large pour chercher le modèle qui correspondra le mieux à leur situation et leur permettra de parvenir à un développement et à une croissance équitables. La transformation structurelle devrait au bout du compte aider ces pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à réaliser ses objectifs de développement durable.

---

